

- ✓ **Salaires**
- ✓ **Conditions de travail**
- ✓ **Précarité à tous les étages**

Mobilisons-nous !

Depuis plusieurs mois, partout c'est le même constat d'une augmentation des dépenses courantes (énergie, carburant, prix alimentaires...), tandis que les salaires, minima sociaux et pensions ne suivent pas, voire ont largement décroché !

La politique du gouvernement, c'est le démantèlement des services publics, la casse des droits sociaux, la précarisation d'une part croissante de la population. Le projet de loi de Finances 2022 montre que loin du "quoi qu'il en coûte" promis par Macron en mars 2020, c'est bien une austérité renforcée qui nous attend si nous ne mettons pas un coup d'arrêt au gouvernement.

Dans notre secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, le budget des différents programmes passe de 13,9 milliard à 14,16 milliard, une augmentation de 1,8%... **soit exactement le chiffre de l'inflation pour cette année**, alors que le premier semestre de cette année universitaire s'est encore fait dans des conditions de travail difficiles : amphes bondés, manque de personnel, précarité à tous les étages...

Les raisons d'être en grève sont nombreuses, d'autant que la ministre a profité de la crise sanitaire pour faire passer en force sa réforme de la LPR et ses décrets d'application.



A travers les opérations de repyramidage (avancement dans le grade supérieur) destinées à une minorité de collègues de la filière ITRF et de MCF ainsi que du nouveau régime indemnitaire des enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs (RIPEC) prévus par le protocole carrière et rémunération qui accompagne la LPR et inspiré du RIFSEEP des personnels non-enseignants, **le ministère mise sur les primes et les promotions accordées à quelques titulaires pour ne pas s'engager dans une revalorisation salariale.**

Le repyramidage de la filière ITRF n'aura qu'un effet modéré de résorption de la pauvreté, passant à côté d'un plan plus ambitieux s'adressant à l'ensemble des collègues de catégorie C, cependant que la massification du recours aux contrats précaires prévue par la loi de transformation de la fonction publique et la LPR condamnent les nouvelles générations de personnel de la recherche et de l'enseignement supérieur à une précarité sans fin par la massification du recours aux contrats précaires.

EN GRÈVE LE 27 JANVIER

Pour SUD éducation, les priorités en termes d'emploi et de carrières sont la résorption de la pauvreté qui touche les corps au bas de l'échelle des rémunérations, et la résorption de la précarité qui affecte notre secteur plus que tout autre dans la fonction publique !

A lors que le nombre d'étudiant·es ne cesse d'augmenter, on assiste à une **baisse continue du taux d'encadrement** : depuis 2012, ce taux d'encadrement a baissé de 12% si l'on se réfère à l'ensemble du personnel du supérieur (enseignant·e-s et BIATSS, titulaires comme non-titulaires).

Pour 2019-2020, dernière année pour laquelle nous disposons d'un bilan social, on comptait 69095 contractuel·les dans l'enseignement supérieur (environ 35% des effectifs), sans compter les 127952 chargés d'enseignement vacataires (CEV) et agents temporaires vacataires (ATV), et 27933 vacataires BIATSS en 2019, dont le travail effectué est équivalent à 1185 emplois à temps plein.

Aujourd'hui, **4,4 millions d'heures complémentaires assurées par les titulaires, tandis que 1,4 millions d'heures supplémentaires sont assurées par des agent·es contractuel·les.** Cela conduit à un épuisement professionnel généralisé pour l'ensemble des catégories de personnel, BIATSS comme enseignant·es.

Ces conditions de travail et d'études dégradées vont de pair avec des **conditions d'accès de plus en plus difficiles, puisqu'en l'absence des moyens nécessaires à l'accueil des étudiant·es, les capacités d'accueil déterminées par les établissements ne suivent pas la hausse démographique**: un problème que le gouvernement prétend avoir "résolu" grâce à Parcoursup qui généralise la sélection sur dossier à l'ensemble des formations du supérieur, décourage les poursuites d'études et pousse un nombre croissant d'étudiant·es dans les bras de l'enseignement privé.



NOS REVENDICATIONS:

- ✓ Un **recrutement massif de titulaires et la titularisation de tous et toutes les précaires** qui le souhaitent
- ✓ **Fin des régimes indemnitaires RIFSEEP et RIPEC et intégration de ces primes au salaire**
- ✓ **Augmentation du SMIC à 1700€**
- ✓ **A travail égal, salaire égal: en finir avec les inégalités entre les femmes et les hommes, et entre contractuel·le-s et titulaires**
- ✓ **La mise en place d'un salaire étudiant**

Mettons un coup d'arrêt à la politique du gouvernement, construisons ensemble un autre avenir !

Nous le savons, une journée ne sera pas suffisante pour gagner sur nos revendications. Mais comme l'a montré la victoire des équipes de nettoyage à Jussieu, soutenue par SUD éducation, seule la lutte paie !

L'immense succès de la grève du 13 janvier dans l'Éducation nationale doit nous donner confiance dans les capacités de mobilisation des personnels de l'ESR.

Avec nos collègues de la Santé, de l'Éducation nationale, des hôpitaux, du secteur privé... construisons toutes et tous ensemble un mouvement de grève et de manifestations d'ampleur, à même de bousculer les agendas et d'imposer dans le paysage nos revendications sociales.